



## RÉSOLUTION SUR LA SITUATION POLITIQUE EN SOMALIE

**ACCRA, Ghana**

**Du 2 au 4 mars 2018**

Reconnaissant que :

1. Le président et le gouvernement somaliens n'ont pas réussi à réformer et à réhabiliter les forces armées somaliennes qui sont d'une importance capitale dans le maintien de l'ordre et de la sécurité en Somalie ;
2. Le gouvernement somalien dépend plutôt des troupes africaines de l'AMISOM (Mission de l'Union africaine en Somalie) qui peinent à contenir le groupe terroriste islamiste Al-Shabab dans la capitale, Mogadiscio, malgré leur présence en Somalie depuis 12 ans ;
3. À la grande consternation du public, le président a nommé des personnes sans expérience professionnelle ni formation académique pertinentes à la tête de l'Agence de sécurité nationale et de la police, ce qui constitue un cas classique de corruption et d'abus des ressources publiques nationales ;
4. La Commission électorale nationale indépendante a lancé son plan stratégique pour réaliser des élections par suffrage universel. Cela nécessite des partisans politiques bénéficiant d'un appui et l'enregistrement des partis politiques permettra d'obtenir une certaine stabilité politique et jusqu'à présent, seulement huit partis se sont enregistrés ;
5. En décembre, le FMI a critiqué les autorités somaliennes pour n'avoir ni progressé dans la réforme des politiques ni achevé le premier programme de référence du pays depuis la fin de la guerre civile ;
6. Les tensions se sont fortement accrues à Mogadiscio suite à l'arrestation violente par l'Agence nationale de renseignement et de sécurité d'un éminent homme politique de l'opposition et aux perquisitions aux domiciles des principaux parlementaires ;
7. Le président retarde délibérément la réforme judiciaire indispensable pour renforcer les capacités de la justice et nommer de nouveaux juges de la Cour suprême pour éliminer la corruption endémique dans les plus hauts sommets de l'appareil judiciaire ;
8. Le gouvernement n'a pas réussi à désarmer, à démobiliser et à réhabiliter les milices de clans armées par le simple fait de n'avoir ni retiré ni détruit toutes les armes militaires, munitions, véhicules techniques et autre soutien logistique en la possession des clans, des chefs de guerre, des groupes religieux radicaux et des ONG. Il s'agit d'une nécessité pour assurer la paix, la sécurité et la stabilité dans tout le pays et, en même temps, pour reconstruire le pays et stimuler son développement économique, le commerce et les affaires, ainsi que l'harmonie entre les populations ;

Nous, le parti CAHDI :

i) soulignons ces problèmes fondamentaux qui doivent être résolus dans le but d'alerter l'opinion publique quant à la situation politique en Somalie ;

ii) Demandons aux partis membres et aux organisations sœurs du RLA de se prononcer sur les injustices susmentionnées ;

iii) Implorons le gouvernement et le président somaliens de cesser les arrestations arbitraires ciblées contre les partis d'opposition, les dirigeants et les parlementaires ainsi que la répression des partisans de l'opposition, et de donner la priorité aux réformes politiques indispensables ;

iv) Insistons sur la mise en place d'une Commission électorale indépendante, afin de promouvoir et de réaliser des élections multipartites libres et équitables ;

v) Réaffirmons notre engagement à lutter contre la corruption et les injustices qui sévissent actuellement en Somalie, pour un meilleur avenir de notre nation et pour tous les citoyens somaliens dans le respect de l'État de droit.

***Soumis par Mohamed Ibrahim***

***Au nom du Parti pour la justice et le développement de la démocratie et du respect de soi (CAHDI)***